



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Archives diplomatiques

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE- FRANCE

Dossier pédagogique



ILS ONT DIT OUI... OU NON A LA CECA. POURQUOI ?

La République française

Vous êtes un diplomate de la République française et vous devez participer à une conférence internationale.

En 5 minutes, vous devez :

- **Présenter la situation de votre pays en Europe en 1950,**
- **Montrer que la France joue un rôle majeur dans la création de la CECA,**
- **Expliquer votre choix d'adhérer à la Communauté européenne du charbon et de l'acier.**

INFORMATION

En France, la ratification s'avère délicate. Les députés communistes s'opposent à toute idée de communauté européenne, jugée hostile à l'Union soviétique, et les gaullistes se montrent très réticents envers le caractère supranational de la Haute Autorité. A l'Assemblée nationale, le 13 décembre 1951, 377 députés votent pour et 233 contre le traité CECA. Au Conseil de la République (Sénat), le traité est soutenu par 182 voix contre 32.

Pour préparer votre allocution, vous disposez d'une série de documents :

Document 1 : un tableau comparant la situation des principales puissances européennes en 1950.

Document 2 : une analyse de la situation internationale.

Document 3 : un diagramme présentant la production d'acier après 1945.

Document 4 : les réflexions de Jean Monnet en mai 1950.

Document 5 : la déclaration Schuman, 9 mai 1950.

Document 6 : la Une du *Dairy Herald*, 10 mai 1950.

Document 1 : tableau comparant la situation des principales puissances européennes en 1950.

	France	Allemagne (RFA)	Italie	Belgique	Pays-Bas	Luxembourg	Royaume-Uni
Population (1949)	42 millions	49 millions	48 millions	8,6 millions	11 millions	0,3 million	50 millions
Impact de la Seconde Guerre mondiale	<ul style="list-style-type: none"> - Occupation allemande, 1940-1944 - Vainqueur 1945 - Membre du Conseil de sécurité de l'ONU 	<ul style="list-style-type: none"> - IIIe Reich : attaque et occupation de l'Europe - Vaincu et occupé en 1945 	<ul style="list-style-type: none"> - Italie fasciste : alliée du IIIe Reich - Changement de camp en 1943 	<ul style="list-style-type: none"> - Occupation allemande 1940-1944. 	<ul style="list-style-type: none"> - Occupation allemande 1940-1945 	<ul style="list-style-type: none"> - Occupation allemande 1940-1944 	<ul style="list-style-type: none"> - Territoire non occupé. - Vainqueur 1945. - Une des 3 puissances majeures - Membre du Conseil de sécurité de l'ONU.
Situation politique en 1949	République démocratique	<ul style="list-style-type: none"> - Renaissance d'une démocratie - souveraineté limitée - Allemagne divisée en 2 états : RFA-RDA 	République démocratique (1946)	Monarchie constitutionnelle, démocratie	Monarchie constitutionnelle, démocratie	Monarchie constitutionnelle, démocratie	Monarchie constitutionnelle, démocratie
Produits intérieurs bruts (milliards de \$)	1938 : 187 mds \$ 1945 : 102 1949 : 205	1938 : 342 mds \$ 1945 : 302 1949 : 323	1938 : 144 mds \$ 1945 : 87 1949 : 152				1938 : 298 mds \$ 1945 : 347 1949 : 350
Evolution particulière				La Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg ont fondé en 1944 une union économique afin d'être plus forts face à leurs grands voisins.			
Place dans les relations internationales	<ul style="list-style-type: none"> - Ces 7 états reçoivent tous une aide américaine dans le cadre du Plan Marshall (1948). - Ils font partie du Conseil de l'Europe, première organisation européenne créée en 1949 mais sans véritable pouvoir. - Ils sont aussi membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) face à l'URSS et ses alliés. 						

Document 2 : une analyse internationale.

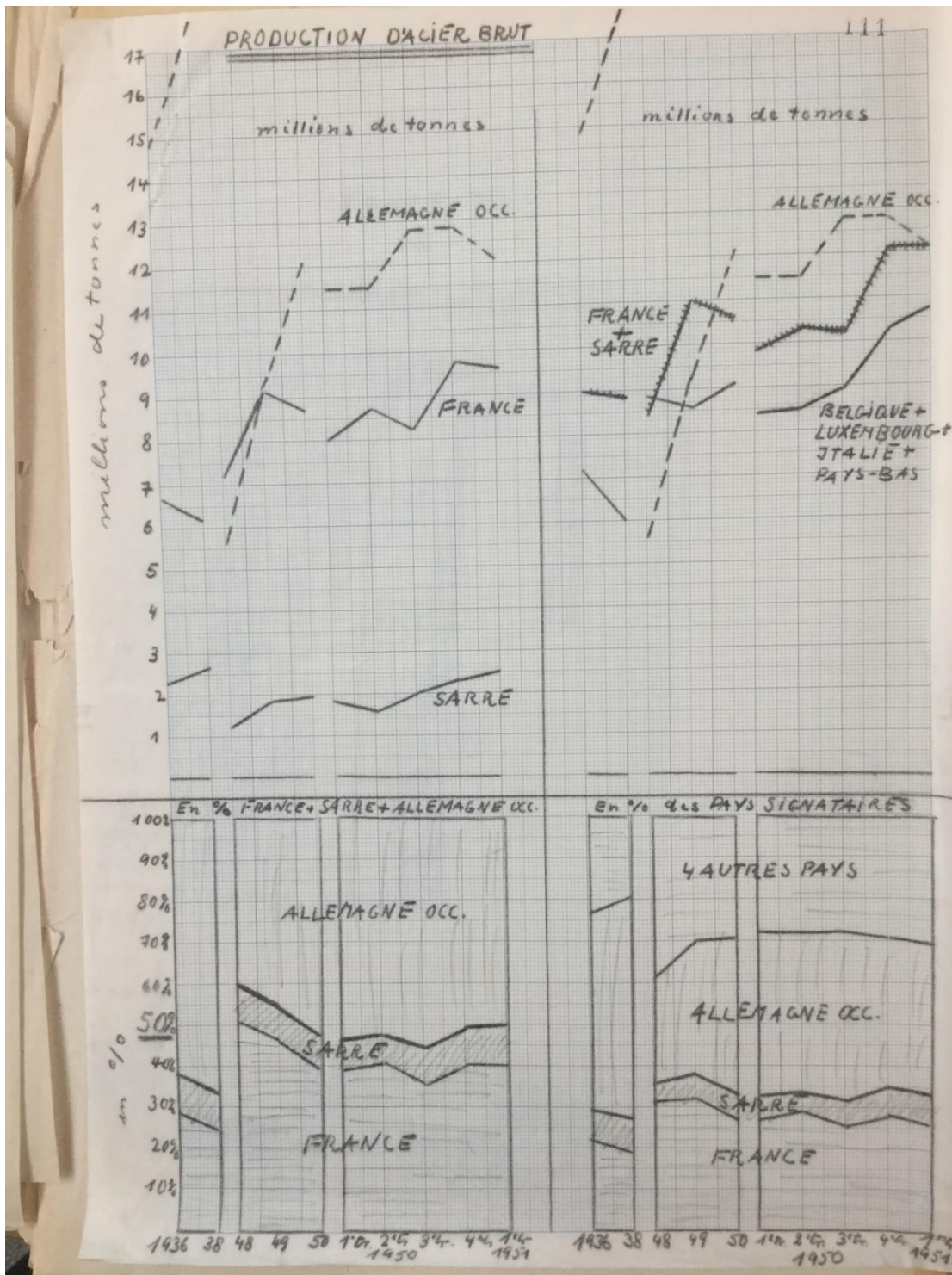
La nécessité de changer de politique étrangère.

« Le duel franco-allemand apparaît historiquement dépassé et il ne pourra se produire que comme une phase secondaire d'un conflit plus vaste. Dans ces conditions, il est possible d'entrevoir en Europe la manifestation d'une donnée nouvelle, qui est une communauté de destin, dans la mesure où il devient de plus en plus clair que désormais, ce qui sera subi par les Allemands sera également subi par les Français. (...)

Les remarques précédentes sont vraies aussi bien dans le cas d'une consolidation de l'idéal démocratique occidental, que dans le cas d'une victoire de l'idéologie communiste. Donc, il nous appartient dès maintenant d'essayer de poser les bases d'une association et politique franco-allemande qui viendrait d'intégrer dans le cadre de l'organisation occidentale en lente gestation.

Analyse de la situation internationale produite par des hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères, juillet 1948. Dans Helmuth Auerbach, *Le virage européen dans la politique de l'Allemagne sur la France*, 1990.

Document 3 : diagramme présentant la production d'acier après 1945.



Cabinet du ministre, Robert Schuman 1948-1953, 140. Archives du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Document 4 : les réflexions de Jean Monnet en mai 1950.



Jean Monnet.

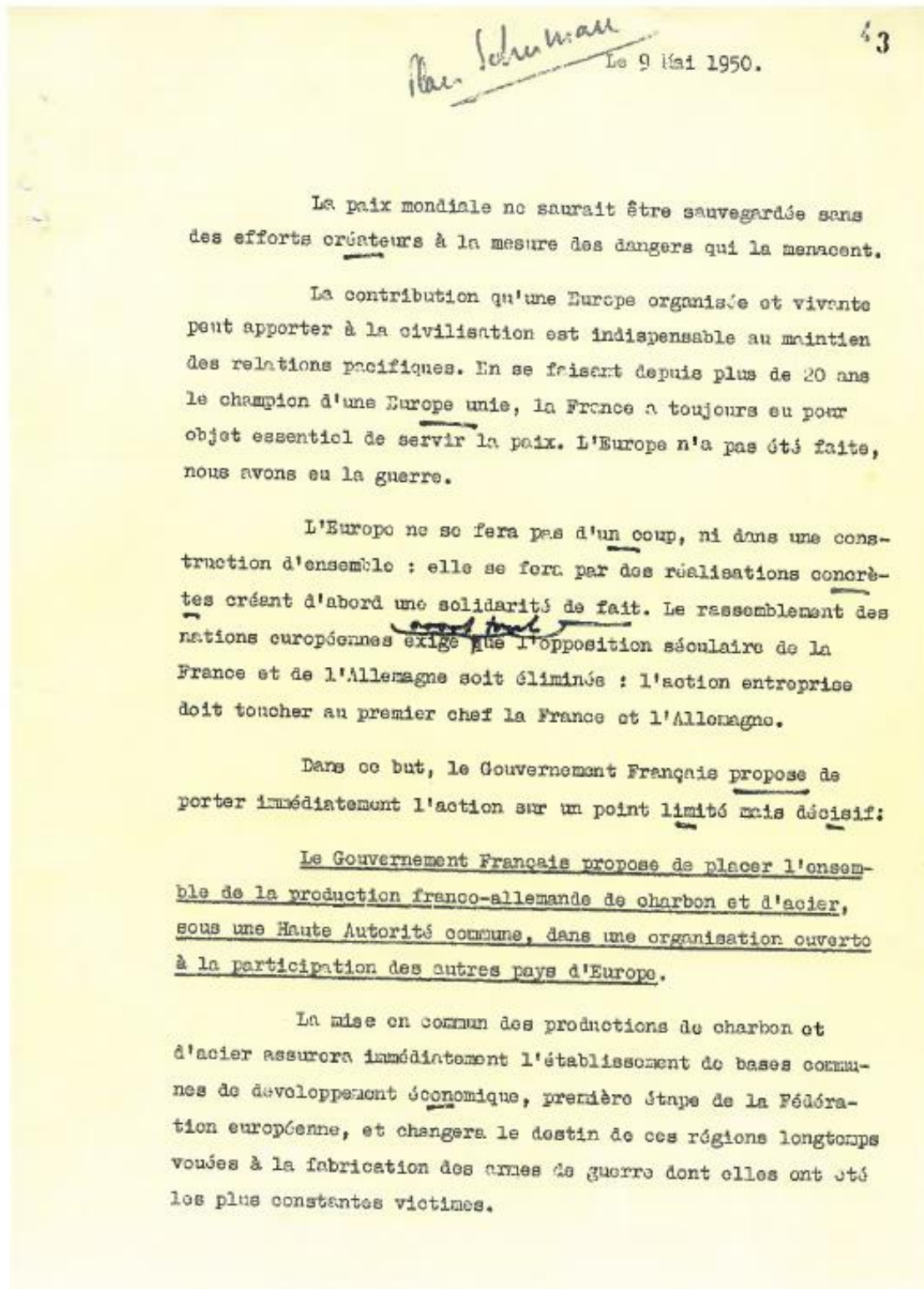
Appel à la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) ,
9 mai 1950.

Les réflexions de Jean Monnet en mai 1950

« Or, dans le moment présent, l'Europe ne peut naître que de la France. Seule la France peut parler et agir. Si la France ne parle pas et n'agit pas maintenant, que se passera-t-il ? Un rassemblement s'opérera autour des Etats-Unis, mais pour mener avec plus de force la guerre froide. La raison évidente en est que les pays d'Europe ont peur - de l'URSS - et cherchent de l'aide. L'Angleterre se rapprochera de plus en plus des Etats-Unis; l'Allemagne se développera rapidement, nous ne pourrons pas éviter son armement. La France sera reprise par son malthusianisme d'antan, et cette évolution aboutira inévitablement à son effacement. »

Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, Le Livre de Poche, 2007.

Document 5 : l'initiative française, la déclaration Schuman, 9 mai 1950.



-2-

La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifestera que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. L'établissement de cette unité puissante de production ouverte à tous les pays qui voudront y participer, aboutissant à fournir à tous les pays qu'elle rassemblera les éléments fondamentaux de la production industrielle aux mêmes conditions, jettera les fondements réels de leur unification économique.

Cette production sera offerte à l'ensemble du monde sans distinction ni exclusion, pour contribuer au relèvement du niveau de vie et au progrès des œuvres de paix. L'Europe pourra, avec des moyens accrus, poursuivre la réalisation de l'une de ses tâches essentielles : le développement du continent Africain.

Ainsi sera réalisée simplement et rapidement la fusion d'intérêts indispensable à l'établissement d'une communauté économique et introduit le ferment d'une communauté plus large et plus profonde entre des pays longtemps opposés par des divisions sanglantes.

par Par la mise en commun de productions de base et l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les ^{autres} pays qui y adhéreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix.

o
o o

Archives du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

8 | 9 Dossier réalisé par M. Birebent, professeur relai de l'Académie de Créteil auprès des Archives diplomatiques

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères

Document 6 : La « une » du Dairy Herald, 10 mai 1950.

Le Dairy Herald est un journal britannique.

WEDNESDAY
MAY 10
1950

DAILY HERALD

ONE PENNY

**AMAZING SEANCE
PHOTOGRAPHS
OUT
ILLUSTRATED TODAY**

VAST STEEL LINK PLANNED

France takes the nations by surprise

From RONALD MATTHEWS

PARIS, Tuesday

FRANCE today proposed that all French and German steel production should be put under complete international control in an organisation which would be open to Britain and all others who agree to join.

This sensational decision, taken by the French Cabinet today, was announced at a Press conference by Foreign Minister Robert Schuman.

It has been sent to all interested Governments and M. Schuman said the French Government hopes for big results.

He said the proposal had two aims:

- 1 To settle once and for all the age-old Franco-German treaty.
- 2 To lay a firm foundation for European economic co-operation.

If production from the steel and iron industry of the Ruhr, the Meuse and Lorraine can be pooled, the war between France and Germany would be impossible.

Foundation

Had it the steel and coal industries of Britain and the Benelux countries joined together, the Association of the four would be laid for

STINTS BY ABILITY LIKELY

THE miner's stint — the length of coal face he can do instead of allocating each man amount of work to do.

The industry's National Consultative Council in London yesterday decided to have the verdict of the National Union of Mineworkers' leaders pointed out that there is considerable variation over stints provided, the coal divisions will apply it the way they think best.

Child hostages

ATHENS, Tuesday — Greece and Yugoslavia have agreed to restore normal relations and to exchange prisoners.

It is likely to be news of the return of Greek children abducted during the civil war and now said to be living in Jugoslavia.

Too big, cries publisher's Vicar

WINDING-UP of a company with total assets of £2,769,166, according to the latest accounts published last October, is to be asked for today by a judgment of July 21, 1949 against the company.

The company is Hutchinson and Co. (Publishers), Ltd., regarded as the "king pin" of the publishing empire of Mr. Walter Hutchinson, who committed suicide on April 30.

And it was learned last night that another case is set down for Monday — Hutchinson and Co. (Publishers), Ltd., and H.M. Inspector of Taxes, the Revenue Cases section of the Cause List.

A petition asking for the winding-up petition was obtained by the Conservative Party in the Chancery Division on May 22.

Had his faults

The publisher who was the son of the late Mr. Hutchinson and Young, Ltd., of Basil-street, Chelsea. In the High Court a week ago they obtained a judgment against Hutchinson and Co. (Publishers), Ltd., and Young, Ltd., in the amount of £100,000.

The inquest, it was stated at the inquest, had been trying to get the work of eight or ten men. He kept close control over his companies.

A memorial service to Mr.

Our jets too fast

WASHINGTON, Tuesday.

AMERICA'S aircraft industry, alarmed by Britain's eight-year-old jet fighters, told Congress today: "You've got to help."

Senator Daniel Davis, Ranking member of the Aeronautics Committee, said: "Unless the Government establishes a programme there is no assurance we can meet the British challenge."

The British Government, he said, in 1942 and 1943 risked £107,000,000 or more. The Association of Aircraft Manufacturers said that the British vice-president, showed a

TV SPORT BAN OFF

'It was all very friendly and nice'

By EMERY PEARCE

SPORTS associations have called off their threatened ban on television. In fact, more sport than ever may be televised to see whether gates are hit.

This is the result of get-together talks, to which the Postmaster-General, Mr. Ness Edwards, invited sports and B.C. chiefs yesterday.

The meeting, sports chiefs said: "None of us are getting anywhere."

Mr. Jack Solomon, representing the Boxing Promoters' Association, said the talks were very nice and friendly, and Mr. Francis Gentle (Greyhound Racing Association) said: "A lot of good Officials of the Association for the Protection of Copyright in Sport said last night: "Instead of our next meeting we shall discuss today's proposals."

"Then we shall see Mr. Edwards."

Yesterday's meeting was private. But it is known that Mr. Edwards promised that no licences would be granted for the television of sports events without the promoters being consulted first.

At meeting

He suggested that more sport should be shown on television, but before the Beveridge Broadcasting Committee reported.

Sports chiefs wanted legal advice.

Represented at the meeting were the Greyhound Racing Association, the Football League, the Football Association, M.C.C., Football Rugby Union, Football League, Rugby Union, All England Lawn Tennis Club.

The below has arrived—



At meeting

He suggested that more sport should be shown on television, but before the Beveridge Broadcasting Committee reported.

Sports chiefs wanted legal advice.

Represented at the meeting were the Greyhound Racing Association, the Football League, the Football Association, M.C.C., Football Rugby Union, Football League, Rugby Union, All England Lawn Tennis Club.

Mise en page par A.TOH